

# VOIX DU MONDE RURAL

2008/04 N° 92

## LES AGROCARBURANTS

**VMR**

**Rédacteur en chef:**  
Mme Daisy HERMAN

**Secrétariat:**  
FIMARC aisbl  
rue Jaumain 15  
5330 ASSESSE  
BELGIQUE  
Tél/fax: 32-83-65 62 36  
www.fimarc.org  
fimarc@skynet.be

**Compte bancaire:**  
ING 310-0756026-94  
IBAN  
BE87 3100 7560 2694  
BIC/SWIFT  
BBRUBEBB

**Mise en page:**  
FIMARC aisbl

**Photos & Dessins:**  
FIMARC aisbl  
sauf mention spéciale

**Abonnement:**  
15,00 €/an

**Parution:**  
28<sup>e</sup> année

**Impression:**  
IMPRIBEAU  
Beauplateau 1  
6680 SAINTE-ODE  
BELGIQUE  
www.impribeau.be

## Sommaire

Editorial	3
Action des Mouvements	5
Dossier	11
Interview	23
<i>Gérard BOINON, France</i>	
Informations générales	29
Votre rubrique	31

*En couverture : Maïs*

Périodique, publié en quatre langues par la FIMARC, qui donne un écho de la vie du monde rural et de l'action des Mouvements membres ou non de la Fédération

© FIMARC



*Dans l'éditorial du dernier numéro de VMR, nous évoquions la crise alimentaire, la crise énergétique et nous sommes actuellement en pleine crise financière. Tout cela est loin de nous réjouir car de nombreuses personnes seront touchées de plein fouet par ces crises, mais cela nous conforte dans nos propositions qu'elles soient celle de l'agriculture familiale paysanne, celle de l'économie solidaire ou encore de la souveraineté alimentaire.*

*Les sujets sont souvent complexes et nous avons à poursuivre en mouvement, notre tâche de formation pour que tous comprennent les enjeux des situations auxquelles nous sommes exposés, particulièrement en monde rural.*

*Le dossier de ce VMR sera consacré aux agrocarburants. Le thème n'est pas neuf et une littérature abondante est disponible dans différents médias.*

---

*Mais il est parfois bien difficile de se faire une opinion entre les positions de certains qui les présentent comme étant la solution aux problèmes de pénurie des énergies fossiles et d'autres qui les dénoncent car ils seront en concurrence directe avec les produits alimentaires nécessaires tant pour les humains que pour le bétail. La position de la FIMARC rejoint celle de l'ex-rapporteur pour le droit à l'alimentation, M. Jean Ziegler, qui s'inquiète fortement de cette concurrence.*

*Ce dossier s'inspire largement d'un document plus complet, préparé par le Groupe de travail des Droits de l'Homme de la FIMARC à la demande des membres du Comité Exécutif. Nous vous invitons à consulter ce dossier sur le site de la FIMARC [www.fimarc.org](http://www.fimarc.org). Les premiers échos que nous en avons reçus nous montrent bien toute l'importance de fournir une information précise et lisible aux membres de nos groupes et c'est en tenant compte de cela que le groupe a déjà été sollicité pour produire un document sur le thème du réchauffement climatique qui sera également l'objet d'un dossier de VMR en 2009.*

*L'interview de ce numéro sera consacrée à Gérard Boiron, membre du Groupe de Travail des Droits de l'Homme, paysan à la retraite et qui a contribué au film « Cultivons la terre » d'Honorine Périno qui présente des alternatives viables au développement d'une agriculture propre. Ce film qui rencontre en France un grand succès pourrait être traduit prochainement en espagnol.*

*Nous voici également au terme d'une année de Voix du Monde rural. Nous espérons pouvoir vous rencontrer à nouveau en 2009 avec de nouveaux dossiers, des interviews, des informations....*

*Nous vous souhaitons à tous et à chacun en particulier de bonnes fêtes de fin d'année et d'ores et déjà une très bonne année 2009.*

*Daisy Herman  
Secrétaire générale*



## Action des Mouvements

### Madagascar

Accroître au double le volume de production en riz à Madagascar est faisable dans l'immédiat. En suivant les instructions d'un système de riziculture intensive (SRI), les paysans de toutes les régions peuvent avoir des rendements de plus de 6t/ha. Il reste donc à généraliser la méthode SRI. C'est ce que la FEKRITAMA s'est engagée en réalisant un petit manuel d'instruction sur le SRI. La brochure utilise des schémas simplifiés, faciles à lire, en malagasy pour que les paysans membres puissent la travailler dans de petits cercles constitués dits "cercles d'études".

### Sénégal

Six mois après avoir lancé son plan pour l'autosuffisance alimentaire du Sénégal, le président Abdoulaye Wade s'attaque à la spéculation sur les produits agricoles. Pour le chef de l'Etat sénégalais, il s'agit de «*permettre aux paysans de ne pas brader leur récolte*» et de s'assurer que les revenus de la terre leur reviennent. Lors de la Fête des récoltes, dans un discours devant des agriculteurs, le président sénégalais a argumenté son plan, la GOANA,

la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'abondance en relevant 3 défis : la mobilisation générale de toute la population, une bonne récolte et l'abondance, ceci afin de répondre à la crise alimentaire mondiale et mettre les populations à l'abri d'un risque de pénurie. Pour le président, les Sénégalais ont relevé ce défi sans qu'un dollar d'aide, ni bilatérale ni d'une institution internationale, n'ait été apporté à son projet.



Goana - Affiche, Dakar (Sénégal)

---

## Tanzanie

Les Hadzabes représentent une population de 1500 à 2000 personnes et sont l'un des plus anciens peuples d'Afrique. Ils sont actuellement menacés par des négociations entre le gouvernement et une société de safaris qui vise à obtenir une concession de 3975 km<sup>2</sup> dans la vallée de Yaida où les Hadzabes vivent depuis des millénaires. Leur survie, en tant que chasseurs-cueilleurs, dépend étroitement d'un espace territorial suffisant et de ses ressources naturelles. Jusqu'aux années 1950, ils vivaient uniquement de chasse et de cueillette dans de petits campements nomades et n'avaient ni chef, ni organisation politique formelle. Un ancien Hadzabe a déclaré: *"Nous ne mourrions pas de faim lorsque nous jouissions pleinement de nos terres. Mais maintenant que la plupart d'entre elles sont occupées et continuent de l'être, beaucoup d'Hadzabes ont faim"*.

## Sri Lanka

La guerre civile au Sri Lanka est l'un des conflits oubliés les plus sanglants de la planète. L'armée de Colombo a intensifié depuis l'été son offensive autour de la localité de Killinochchi, bastion des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), le mouvement qui a pris les armes depuis 1983 pour doter la

minorité tamoule d'un Etat indépendant à l'est et au nord du pays. Sur le terrain, la situation humanitaire est désastreuse. L'armée ayant bloqué l'accès aux zones de combat, de nombreux civils sont piégés. Depuis la reprise des combats en 2006 qui avait sanctionné l'échec du processus de paix parrainé par la Norvège, environ 230 000 civils sont devenus des réfugiés de l'intérieur, aggravant un bilan humanitaire déjà très lourd. En l'espace de vingt-cinq ans, la guerre civile a tué 70 000 personnes.



Zone d'action des Tigres de LTTE  
Sri Lanka - 2007





## Inde

La lutte pour récupérer les terres Panchami gagne du terrain. Un répertoire systématique de ces terres a été envoyé au Ministre du Développement Rural à Delhi et au Premier Ministre de l'Etat du Tamil Nadu. Avec ces données, le Premier Ministre du Tamil Nadu a contacté les collecteurs des districts concernés, leur demandant de prendre toutes les mesures nécessaires pour rendre ces terres injustement occupées à leurs propriétaires légitimes et ancestraux. Un des résultats immédiats a été la remise de titres de propriété à 210 femmes Dalit. Cette action a aussi pour effet un regain de confiance pour la lutte dans la réclamation de ces terres.

## Corée du Sud

Depuis 1982 le deuxième dimanche de l'Avent est dédié aux droits de l'homme dans l'Eglise catholique de Corée. En 2007 pour le 25<sup>ème</sup> anniversaire de cette manifestation, Mgr Boniface Choi Ki-san, a mis l'accent sur la montée de « la nouvelle pauvreté » dans la société. Mgr Choi Ki-san a critiqué les politiques d'inspiration libérale poursuivies par le gouvernement, qui sont la cause, selon lui, d'une polarisation socio-économique grandissante dans le pays.

Suite à la crise financière des années 1997-1998, l'aide apportée par le FMI et les politiques mises en place par les autorités coréennes ont entraîné de profonds changements, ayant de graves conséquences pour la classe moyenne. En dépit de cette situation, les politiques néo-libérales ont été maintenues, voir renforcées. Désormais, deux Coréens sur dix vivent sous le seuil de pauvreté et le taux de suicide en Corée est devenu le plus élevé des pays de l'OCDE.



*Paysannes coréennes, 2006*

---

## Mexique

Selon une étude de la NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration) la "zone morte" du Golfe du Mexique pourrait cette année s'étendre sur une surface de plus de 22.100 km<sup>2</sup>. L'une des raisons évoquées par les auteurs de l'étude pour expliquer les concentrations particulièrement élevées en azote cette année est l'intensification des cultures de maïs.

L'intérêt croissant pour les biocarburants et notamment l'éthanol est en effet à l'origine d'une hausse de plus de 15% des surfaces de culture du maïs. Or ces cultures nécessitent un usage abondant de fertilisants. Une tendance à la hausse de la surface de cette zone morte est donc à envisager pour les années à venir.

## El Salvador

Bien que la production de plantes pour la fabrication d'agrocultures ne soient pas tellement développée au Salvador, de nombreuses organisations luttent pour le maintien de cultures locales et pour tenter d'éviter le développement de ces cultures. C'est ainsi que la plateforme pour une agriculture durable propose une formation pour l'amélioration phyto-génétique de cultures marginalisées, comme stratégie pour réduire la vulnérabilité alimentaire au Salvador.



## Haïti

Une manifestation de plus de 1000 personnes, la signature d'une pétition en faveur de la production de denrées nationales et contre le programme envisagé d'agrocultures ont clôturé le congrès du 35<sup>ème</sup> anniversaire du Mouvement Paysan de Papaye (MPP), le 20 mars dernier. Un plein d'éthanol correspond à l'alimentation en maïs d'une personne pour une année, ce qui est tout à fait inacceptable. Le mouvement réclame une articulation d'actions au sein du mouvement social en Haïti pour changer les rapports objectifs dans la société et transformer les modes de fonctionnement de l'Etat pour une Haïti souveraine à tous les niveaux, particulièrement sur le plan alimentaire.





## Roumanie

La chute du bloc communiste dans les années 1990 et très rapidement les négociations pour l'entrée dans l'Union Européenne ont provoqué des changements importants dans les pratiques agricoles et alimentaires. La concurrence internationale a entraîné le développement de grosses exploitations, de même que le

développement des OGM, puisque la Roumanie occupe le 2<sup>ème</sup> rang de producteur d'OGM en Europe.

Face aux conséquences de ces nouveaux modes de production, des mouvements alternatifs se mettent en place pour développer l'agriculture biologique au travers de petites exploitations familiales.



*Quelques participants au Séminaire Européen, Septembre 2008 - Croatie*

---

## **Portugal**

l'ACR a organisé son Conseil National à Castelo Branco du 11 au 13 juillet dernier. Ce Conseil qui a réuni des représentants des 13 diocèses où l'ACR est présente a défini ses orientations pour le futur, avec un accent particulier sur l'urgence pour le mouvement de continuer à contribuer aux thématiques liées à l'environnement et le milieu rural, aux déséquilibres économiques, aux modes de consommation, à l'éducation et à la citoyenneté. L'ACR a réaffirmé sa proposition de rêver, dessiner et surtout aider à construire un futur.

## **France**

Le CMR, en compagnie de 15 autres organisations françaises, pour prendre position dans le débat sur la PAC, ont élaboré un texte «Bilan de santé : il faut une autre politique agricole commune pour le maintien d'une agriculture durable et solidaire». La PAC (Politique Agricole Commune) fera l'objet d'un bilan de santé au cours de cette année en vue d'une révision en 2013.



---

## **Les agrocarburants : les voitures contre les besoins alimentaires**

*Le débat sur les agrocarburants est très vif. Certains les présentent comme étant la solution aux problèmes de pénurie des énergies fossiles (carburants issus du pétrole). D'autres les dénoncent car ils seront en concurrence directe avec les produits alimentaires nécessaires tant pour les humains que pour le bétail. La position de la FIMARC rejoint celle de l'ex-rapporteur pour le droit à l'alimentation, M. Jean Ziegler, qui s'inquiète fortement de cette concurrence.<sup>(1)</sup>*

*« Le rapporteur spécial s'inquiète vivement du fait que les biocarburants provoqueront la faim. [Cette production] risque fort bien d'entraîner une concurrence entre aliments et carburants qui laissera les pauvres et les victimes de la faim des pays en développement à la merci des prix des aliments, de la terre et de l'eau qui augmentent rapidement. L'utilisation des méthodes du secteur agro-industriel pour transformer les aliments en carburants, aura pour effet le chômage et la violation du droit à l'alimentation» (Jean Ziegler, rapporteur spécial sur le Droit à l'alimentation auprès du Conseil des Droits de l'homme de l'ONU – Rapport 2008 sur le Droit à l'alimentation – N° 53).*

---

<sup>(1)</sup> Le contenu de ce dossier renvoie au document produit par la FIMARC en septembre 2008 « Les agrocarburants : nos voitures contre les besoins alimentaires ». Ce document peut être obtenu auprès du secrétariat de la FIMARC ou téléchargé sur le site : [www.fimarc.org](http://www.fimarc.org)

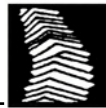
---

## PRODUIRE TOUJOURS PLUS DE CARBURANT ?

L'Europe veut introduire 20 % de carburant issu de l'agriculture dans les besoins pour les transports routiers d'ici 2020. Objectif ambitieux, mais est-il réalisable ? L'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques) souligne, dans son rapport de février 2006 à la page 41 : si l'Europe veut introduire 10 % d'agrocarburant dans les carburants pour les transports, il faudra y consacrer 72 % des surfaces agricoles des pays européens. Que restera-t-il comme terres disponibles pour produire des aliments pour les personnes ?



Ce qui veut dire que si les pays de l'Union Européenne veulent atteindre cet objectif, il faudra aller chercher les agrocarburants dans d'autres pays et donc dans les pays du Sud, où de vastes surfaces seraient disponibles pour ces cultures. Mais alors, se pose de nouveau la même question : si des terres à vocation alimentaire sont destinées aux agrocarburants, comment nourrir la population actuelle et future de notre terre ?



La fabrication d'éthanol au Brésil à partir de la canne à sucre coûte deux fois moins cher qu'au Royaume-Uni. Ce qui serait une incitation à en produire dans les pays du Sud. Conséquence : le Brésil veut multiplier par 5 sa superficie de terre consacrée à la canne à sucre. Ce qui veut dire recul de la forêt amazonienne, assèchement de vastes zones humides, et modification du climat.

### Quelques mots clés

**Agrocarburant:** Voir la définition dans l'encadré page 18

**Agro diesel:** Carburant produit à partir d'oléagineux (colza, tournesol, arachide, soja) par pressage à froid. Incorporé au gazole, il peut être utilisé dans les moteurs diesel

**Agro éthanol:** Carburant obtenu à partir de matières végétales (céréales, betterave, canne à sucre, bois) qui peut être rajouté à l'essence

**Biomasse:** Matériaux d'origine végétale ou animale servant à la production de courant, chaleur ou carburant. Ex. bois, déchets compostables ou issus de stations d'épuration, plantes cultivées

**Esthérification:** Extraction (par exemple de l'huile) par voie chimique contrairement à un pressage qui est une extraction physique

**Fermentation:** Transformation par des levures (présentes à l'état naturel ou rajoutées) en alcool éthylique

**Hydrolyse:** Décomposition de certains composés chimiques par l'eau

## Envisager un autre mode d'existence, moins gourmand en énergie

Au Burkina Faso, une société multiplie les semences de jatropha, plante riche en huile pour produire du carburant. Cette société veut créer des pépinières pour implanter la culture du jatropha sur l'ensemble du pays. Ce qui signifie là aussi que la production d'agrocarburant pourrait prendre la place des cultures vivrières. Et la population locale serait encore une fois victime des choix décidés par des sociétés extérieures au monde agricole et paysan.

---

Une autre source d'agrocarburant est celle issue du palmier à huile. L'Indonésie et la Malaisie assurent 85 % de la production mondiale d'agrocarburant issu du palmier à huile. Ces deux pays veulent augmenter de 6 millions de tonnes par an leur production, pour répondre aux pays demandeurs. Dans toute l'Asie du sud-est, l'agro-industrie pour les agrocarburants emploie plus d'un million de personnes et génère des milliards de dollars de revenus.

Ces exemples, parmi d'autres, provoquent à poser cette question : continuerons-nous à consommer autant d'énergie – soit issue du pétrole, soit issue des agrocarburants – ou devons-nous envisager un autre mode d'existence, moins gourmand en énergie ?

Mais nous constatons aussi que les groupes pétroliers, céréaliers, producteurs de plantes transgéniques (OGM) renforcent leur présence dans toute la filière de production, transformation et commercialisation des agrocarburants. Laisserons-nous les multinationales diriger notre monde ? Que deviennent les droits humains des personnes et des communautés humaines ?

*Questions proposées aux groupes et mouvements :*

- *Quelles sont les cultures pour la production d'agrocarburants, dans la région, le pays ?  
Qu'en connaissons-nous concrètement ?*
- *Quelles sont les réactions des populations paysannes et agricoles devant ces réalités ?*
- *Qui sont les promoteurs de la culture des agrocarburants ?  
Qui sont les financeurs, les sociétés financières qui interviennent dans ces filières ?*
- *Quelle est la position de l'Etat, des Pouvoirs publics devant le développement des agrocarburants ?*





---

## LES AGROCARBURANTS CONTRE LES DROITS DE L'HOMME

Les monocultures intensives pour les agrocarburants font disparaître les cultures vivrières et ne laissent pas de place pour l'autosuffisance alimentaire. Cette concurrence remet en cause le droit à l'alimentation, à la terre, à l'eau potable, aux semences paysannes, aux richesses naturelles, le droit de produire, de transformer, de vendre ses produits de façon équitable. Elle remet en cause le droit de vivre dignement, le droit pour les populations indigènes de vivre sur leurs terres ancestrales, le droit pour les communautés de vivre en paix dans un environnement sain.

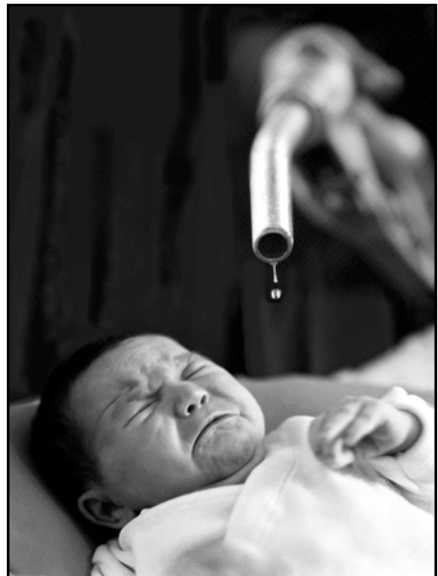
### Droit à l'alimentation

Commençons par un rappel : Le droit à une alimentation adéquate suppose que chacun ait accès, physiquement et économiquement, à une nourriture suffisante sur le plan nutritionnel. Il impose aux gouvernements l'obligation de respecter, de protéger et d'assurer l'exercice de ce droit.

La fonction traditionnelle de l'agriculture est mise gravement en danger.

Il ne s'agit plus de fournir des biens alimentaires aux hommes, mais de détourner de la chaîne alimentaire des matières premières essentielles à la vie au profit de l'industrie automobile.

De nombreux pays du Sud connaissent déjà un important déficit de production alimentaire pour leur population. Le développement de filières d'agrocarburants ne fera que renforcer leur « insécurité » alimentaire.



---

Les personnes les plus pauvres dépensent 50 à 80% de leur revenu pour leur alimentation. Chaque fois que le coût de la nourriture augmente de 1 %, 16 millions de personnes tombent dans l'insécurité alimentaire. Si la tendance actuelle continue, 1,2 milliard d'habitants pourraient souffrir chroniquement de la faim en 2025. Dans ce cas, l'aide alimentaire internationale ne sera pas d'un grand secours, nos surplus agricoles allant ... dans nos réservoirs d'essence.

« Après la production de denrées alimentaires, la culture d'énergies renouvelables deviendrait le second but des paysans du canton de Fribourg » indique un responsable agricole de Suisse. Et le Mouvement Suisse, l'ACAR, de poser la question du choix de société : « Donc il y a risque que notre alimentation soit de plus en plus assurée par des produits venant d'ailleurs, ce qui veut dire : transport, coût, pollution. Est-ce le circuit court que nous voulons pour l'alimentation ? Et alors que devient notre souveraineté alimentaire que nous défendons ? »

## **Droit à la terre**

Le développement des agrocarburants crée des conflits pour l'accès à la terre : expropriations, terres allouées pour les agrocarburants, au détriment des communautés locales et autochtones. Des centaines de milliers de personnes – paysans et autochtones - sont déplacées dans l'espace géographique que l'on appelle « La république du soja » (Brésil, Argentine, Paraguay, Bolivie).

Les expulsions sont conduites sans ménagement, souvent avec l'appui des brigades paramilitaires : assassinats de syndicalistes, de leaders sociaux et paysans, massacres, disparitions inopinées, etc. En Indonésie, des tribus indigènes vivant de la chasse, de la pêche et de la cueillette sont chassées en grand nombre de leurs villages forestiers par les incendies ; leurs droits fonciers ne sont pas reconnus.

## **Droit à la santé, à un environnement sain**

La santé des populations est directement menacée par ces cultures et les méthodes employées. En Indonésie, le travail dans les plantations et les usines d'extraction se fait dans de mauvaises conditions de salaire, de statut, de dépendance.



Il y a des dangers pour la santé : maladies de la peau et des ongles, saignements de nez, infections oculaires, ulcères de l'estomac, problèmes de fertilité et de grossesse, etc., provoqués par l'utilisation sans précaution de plus d'une vingtaine de pesticides.



*Assesse - Belgique 2007*

La culture du palmier à huile est peu rémunératrice pour les producteurs : la préparation de la terre est onéreuse ainsi que l'achat des semences. La plupart des paysans s'endettent pour les investissements nécessaires. Leurs remboursements amputent jusqu'à 30% de leurs modestes revenus.

Destruction importante des forêts : en Malaisie, entre 1985 et 2000, le développement du palmier à huile a été responsable de 87 % de la déforestation, pour produire des agrocarburants. En Indonésie, les plantations de palmiers à huile sont la principale cause du recul de la forêt ; vers 2020, ces surfaces y auront triplé, avec comme résultat une perte de 98 % du couvert forestier.

## **Agrocarburants : de quoi parle-t-on ?**

On parle d'agrocarburants pour désigner les carburants fabriqués à partir de produits agricoles. Ce sont des combustibles liquides, solides ou gazeux, qui peuvent remplacer, dans les moteurs, les combustibles issus du pétrole. D'où l'importance des termes employés pour les désigner.

Le terme « biocarburants » est utilisé par les industriels et les pouvoirs publics, dans le cadre du marketing mis en œuvre pour leur promotion ; pas une once de « bio » dans ces filières productivistes : immenses monocultures, emploi massif d'engrais et de pesticides, d'OGM, etc.

Les mouvements associatifs utilisent le terme « agrocarburants », pour signifier que ce sont des carburants tirés de produits agricoles, avec donc le risque de concurrence directe avec les besoins alimentaires. La FIMARC a aussi choisi d'utiliser le terme « agrocarburants ».

On emploie aussi à leur propos le terme de « nérocarburants », parce qu'ils peuvent donner la mort : on fabrique des agrocarburants à partir des produits agricoles destinés à l'alimentation de millions de personnes, notamment dans les régions les plus défavorisées.

Il existe trois filières principales pour les agrocarburants :

- Pour les moteurs à essence, l'éthanol et ses dérivés, tirés de céréales (blé, maïs) ou de plantes sucrières (betteraves, canne à sucre)
- Pour les diester (moteur diesel), extraits des huiles végétales, la graisse animale et leurs dérivés (diester), extraits de plantes oléagineuses (palmier à huile, jatropha, soja, colza, tournesol, etc.)
- Pour les biogaz : méthane qui se dégage à partir de la fermentation des matières organiques (déchets alimentaires, pailles, produits des cultures, etc.).



Les cultures industrielles destinées aux agrocarburants nécessitent des épandages massifs d'engrais. Ceux-ci sont produits à partir du pétrole et leur consommation mondiale est de 45 millions de tonnes par an.

Chaque tonne d'huile de palme émet autant de gaz carbonique que le pétrole. L'éthanol produit à partir de la canne à sucre émet plus de gaz à effet de serre que la production et l'utilisation de la quantité équivalente d'essence.

*Questions proposées aux groupes et mouvements :*

- *Dans votre pays, votre région, quelles sont les conséquences du développement de production d'agrocarburants sur les différents droits de l'homme ?*
  - *Droit à l'alimentation*
  - *Droit à la terre*
  - *Droit à la santé, à un environnement sain (déforestation, pollution, biodiversité)*
- *Quelles sont les principales victimes de la violation de ces droits ?*
- *Comment les populations concernées réagissent-elles et luttent-elles pour la préservation de leurs droits ? Avec qui font-elles alliance ?*
- *Quels sont les résultats obtenus dans ces luttes ?*

---

## ENGAGER DES ACTIONS CONTRE LES AGROCARBURANTS

La production d'agrocarburants est inacceptable si elle doit engendrer plus de famine et des pénuries d'eau, sans oublier les violations des Droits de l'homme. Alors, que pouvons-nous faire ? A chaque mouvement et groupe de trouver sur place les moyens à mettre en œuvre pour faire respecter les droits de l'homme et assurer l'avenir de l'humanité.

### Les agrocarburants sont-ils nécessaires ?

Jean Ziegler, Rapporteur spécial pour le Droit à l'alimentation au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, dans son rapport de 2008, recommande aux Etats d'observer un moratoire de 5 ans sur la production d'agrocarburants : « *Les Etats devraient imposer un moratoire de 5 ans sur toutes les initiatives visant à produire des biocarburants à partir de denrées alimentaires. Ils devraient veiller à ce que les biocarburants soient produits à partir de plantes non alimentaires, de déchets agricoles et de débris végétaux plutôt qu'à partir de cultures vivrières, afin d'éviter des augmentations massives des prix des denrées alimentaires, de l'eau et de la terre et l'utilisation de ces ressources à des fins autres que la production alimentaire. Il faudra pour cela investir immédiatement et massivement dans les technologies de «deuxième génération» destinées à produire des biocarburants* ». <sup>(2)</sup>  
(Rapport A/HCR/7/5 – N° 77 e).

La première question à nous poser est de savoir si les agrocarburants sont nécessaires. Localement, quelles sont les possibilités de développer des sources d'énergie vraiment alternatives, sans dépendre des agrocarburants ? Comment agir pour que le droit à l'alimentation, le droit à la souveraineté alimentaire soient respectés et mis en œuvre ?

---

(2) Notons que J. Ziegler utilise le terme «biocarburants» là où nous estimons qu'il faut utiliser le terme « agrocarburants ».





Il faut sensibiliser l'opinion à la nécessité de réduire la consommation globale d'énergie. L'action collective est indispensable pour aboutir à des résultats significatifs. Notamment pour consommer « notre » biomasse locale, nos déchets urbains et ruraux.

### **Ils peuvent être une réponse à des besoins locaux**

Il faut développer les productions locales de sources d'énergie non-concurrentes des cultures vivrières, sur des surfaces réduites qui n'empiètent pas sur les cultures vivrières ; dans le cadre de projets mis en œuvre et gérés par les communautés locales, de sorte qu'une réelle appropriation puisse se faire par les producteurs, utilisateurs et bénéficiaires, seul gage de réussite : utilisation des graines de coton au Burkina, remplacement de la culture de l'arachide par celle du tournesol au Sénégal. Et élaborer des stratégies à court, moyen et long terme. Ces productions locales peuvent répondre aux besoins locaux en énergie pour l'accès à l'électricité par l'alimentation d'un groupe électrogène pour des besoins essentiels : mise en route d'un moulin ou d'une décortiqueuse, éclairage pour la maternité ou pour l'étude des enfants le soir, maintien de la chaîne du froid, etc.

Il est important d'adopter des technologies qui utilisent des cultures non-vivrières, en particulier celles qui peuvent être cultivées dans les régions arides, comme le jatropha.



*Jatropha Curcas*

---

Attention toutefois aux dérapages : de grandes surfaces sont déboisées, on commence à prendre des terres arables pour augmenter le rendement. Ainsi, on utilise de plus en plus d'eau, bien vital pour tous. De nombreux projets ont été repris par les sociétés transnationales et ne profitent plus aux populations locales.

Enfin, il faut faire en sorte que les agrocarburants soient produits par une agriculture familiale et paysanne et non commerciale.

*Questions proposées aux groupes et mouvements :*

- *Quelle est la situation de la production d'agrocarburants dans votre pays ?*
- *Quels sont les moyens dont vous disposez pour analyser la situation, et prévoir des actions ?*
- *Quels obstacles rencontrez-vous pour agir : de la part de l'Etat, des forces économiques locales ou internationales (STN, groupes de pression, etc.) ?*
- *Quelles actions avez-vous entreprises pour contrer le développement des agrocarburants ? Avec qui ? Avec quels résultats ?*



---

**Pour ce numéro de VMR, nous avons interviewé Gérard Boinon, membre du Groupe de Travail des Droits de l'Homme de la FIMARC.**

***Gérard, peux-tu te présenter aux lecteurs et lectrices de VMR ?***

Je m'appelle Gérard Boinon, et je suis retraité de l'agriculture. J'ai 59 ans, je suis marié et nous avons 5 enfants.

En 1972, je me suis installé comme propriétaire exploitant en élevage bovins et en polyculture. Nous vivons dans le département de l'Ain, dans le sud-est de la France, pas très loin de Genève, où siège le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU.



---

Pendant 30 ans, j'ai travaillé en GAEC (Groupement agricole d'exploitation en commun). Cela veut dire qu'avec mon frère et mon père, au départ, nous avons travaillé ensemble sur la même exploitation, tout en ayant chacun son autonomie. A la retraite de mon père, j'ai continué avec mon frère, puis avec mon frère et l'un de mes fils.

Aujourd'hui le GAEC continue avec mon frère et mon fils qui a pris ma succession sur l'exploitation agricole. Les 4 autres enfants ont bifurqué vers des professions qu'ils voulaient exercer.

Je précise aussi que depuis 1984 je suis membre du Groupe de travail de la FIMARC sur les Droits de l'homme. Cette participation m'a beaucoup apporté sur la connaissance de la situation des paysans et ruraux du monde entier. Cela me motive dans les engagements que j'ai pour faire advenir une autre agriculture plus respectueuse des personnes et de la nature. Ce que nous appelons l'agriculture paysanne.

Enfin, je suis membre du syndicat agricole «Confédération paysanne», qui lui-même est membre de la Via Campesina.



*Groupe de Travail des Droits de l'Homme de la FIMARC, Bruxelles Mai 2007*



***Justement, revenons à ton travail d'exploitant. Quels ont été tes choix successifs de type d'agriculture ?***

Jusqu'en 1984, j'ai travaillé en agriculture intensive, c'est-à-dire en utilisant des engrais, des produits chimiques et tout ce qui était nécessaire pour produire toujours plus.

En 1984, j'ai eu un empoisonnement chimique, par un insecticide traitant le blé. Cela m'a provoqué à bien des questions.



En quelques années, j'ai remis en cause radicalement l'agriculture intensive. J'ai agi sur deux domaines : réduire peu à peu les produits chimiques ; favoriser tout ce qui est

engrais organique (fumier, insectes auxiliaires, etc.). Mais toujours avec l'exigence de réussir professionnellement, pour maintenir le revenu de l'exploitation.

C'est une manière de témoigner dans le monde agricole de l'Europe qu'une autre manière de faire de l'agriculture est viable.

Puis nous avons pris un autre tournant : nous avons décidé, entre 5 exploitations, de mettre en commun notre matériel agricole, dans le cadre d'une coopérative.

Ensemble, de 17 tracteurs en 1994/95, nous en sommes à 4 aujourd'hui, pour les mêmes surfaces.

Et ce fut la même chose pour tous les matériels. Ce qui veut dire réduction des coûts pour un travail similaire.

***Comment en es-tu venu à t'intéresser aux agrocarburants ?***

C'est également le Groupe de la FIMARC qui m'y a conduit, mais pas uniquement ce groupe.

Sur l'exploitation, nous avons toujours voulu du matériel performant, pour protéger les agriculteurs des produits chimiques, quand ils devaient en utiliser.



*Champs de colza*

L'évolution de notre exploitation nous a conduit certaines années à laisser en jachère (terre au repos) des surfaces où nous avons cultivé du colza énergétique. Celui-ci était vendu pour faire du carburant que nous vendions pour un revenu complémentaire.

Le travail de réflexion conduit dans la FIMARC m'a amené à mettre en cause les surfaces en jachère.

Nous y avons mis des plantes qui aident à lutter contre les parasites des céréales. Et ces terres deviennent des habitats pour les insectes auxiliaires.

***Je crois que tu agis aussi dans un réseau contre les OGM ?***

Tout se tient. Je constate en effet que le développement des cultures OGM – notamment colza et soja – se fait à destination des agrocarburants.

Ce qui conduit à une agriculture intensive, avec des produits chimiques, contrôlée par les multinationales.

C'est le capital financier qui gagne et ce sont les paysans qui perdent leur autonomie et leur responsabilité de producteurs d'aliments pour les humains.





Et donc, c'est logique pour moi de me battre contre les agrocarburants, qui détournent des terres et des cultures vivrières qui devraient servir à l'alimentation humaine.

Dans le même temps, je veux témoigner aussi qu'une autre agriculture paysanne est possible.

Sa vocation est de produire des aliments pour l'alimentation des populations locales, dans le cadre de la souveraineté alimentaire.

La production d'agrocarburants va à l'encontre de cette finalité du métier de paysan et de producteur d'aliments pour les humains.

C'est tout ce que dénonce le dossier de ce numéro de VMR, et aussi le document que le Groupe Droits de l'homme de la FIMARC a produit sur les agrocarburants.

Pour moi, tous ces combats pour une autre agriculture se tiennent et n'en font qu'un : défendre l'Homme partout et toujours.



*Présentation du film "Cultivons la terre" - Octobre 2008*

---

\*\*\* 2009 \*\*\*

Il est temps de s'éveiller,  
Temps de s'éveiller et de joindre les mains,  
Temps de construire le lendemain.

*(extrait du chant des paysans coréens)*



*Le Bureau de la FIMARC*

*vous souhaite*

*une très bonne année*



## Informations générales

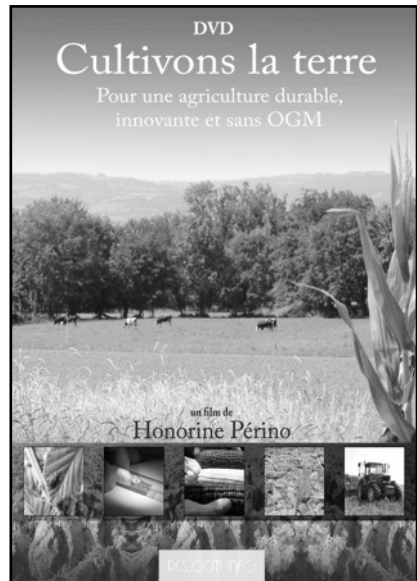


Les membres du Bureau se sont réunis en Argentine du 19 au 29 septembre. Les 2 points principaux à l'ordre du jour de la réunion étaient l'organisation de la prochaine rencontre mondiale et le financement de la FIMARC. Le Bureau a participé au 50<sup>ème</sup> anniversaire du Mouvement MRD d'Argentine et à quelques rencontres soit avec l'équipe nationale du Mouvement ou encore avec le groupe « Autoconvocados », groupe composé de diverses associations qui est à la base des réclamations pour une politique agricole en Argentine.

La coordination européenne s'est réunie à Paris le 03 novembre dernier pour évaluer le séminaire Européen de Croatie et pour planifier la suite du travail de coordination, notamment le suivi des contacts avec les pays de l'Europe de l'Est et Centrale.

Nous tenons à remercier l'organisation NAUK de Croatie pour tous ses efforts dans la préparation et le bon déroulement de ce séminaire.

Le film «Cultivons la terre : pour une agriculture durable, innovante et sans OGM» rencontre un franc succès. Lors des animations, qui suivent le film, Gérard Boinon, membre du Groupe des Droits de l'Homme et un des initiateurs de ce film a eu, à de nombreuses reprises, l'occasion de présenter le document rédigé par le GTDH sur les agrocarburants et d'en débattre avec le public.



---

Le Groupe de Travail des Droits de l'Homme de la FIMARC a organisé une formation à Bonne le 18 octobre sur les mécanismes des Droits de l'Homme, plus spécialement sur les nouveaux mécanismes mis en place par le nouveau Conseil des Droits de l'Homme. Un de ces instruments vous est présenté brièvement dans «Votre rubrique» à la page 31 de ce numéro.

Le CCFD de France en collaboration avec OXFAM, les Amis de la Terre et 4 partenaires du Sud ont lancé une campagne d'opinion publique sur les agrocarburants. Les partenaires du Sud s'alarment des impacts catastrophiques d'un développement à grande échelle des agrocarburants au niveau environnemental, social et alimentaire. Les scientifiques émettent des doutes sérieux sur leurs avantages écologiques, en particulier sur leur contribution à réduire les émissions de gaz à effets de serre. Pour en savoir plus et signer la pétition qui sera remise à M. Sarkozy, actuel Président de l'Union Européenne <http://www.agrocarb.fr>.



Via Campesina a organisé sa 5<sup>ème</sup> Conférence internationale du 16 au 23 octobre à Maputo, Mozambique. La priorité de Via Campesina, entre

2009 et 2012, sera de mettre en échec les entreprises multinationales et les instruments utilisés pour s'emparer des ressources et des économies du monde, tels les accords dits de libre échange et les programmes pour la privatisation des ressources naturelles, des connaissances et pour la destruction de certaines cultures.

Le président de l'Assemblée générale de l'ONU, Miguel D'Escoto, a annoncé la mise en place d'un groupe de travail de haut niveau, présidé par le prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz, pour examiner le système financier mondial, dont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), actuellement dans la tourmente. Le groupe d'experts proposera des mesures à prendre par les Etats membres «pour permettre un ordre économique mondial plus stable». Selon M. D'Escoto, la voix et les intérêts des pays en développement ne sont pas actuellement représentés à leur juste valeur dans les institutions mondiales actuelles de gouvernance économique. «Les pays en développement ont intérêt à un système financier démocratique fondé sur des règles, avec des mécanismes financiers efficaces et des institutions impartiales capables de fournir des conseils politiques opportuns et adaptés» souligne-t-il.



---

## Votre rubrique

### **Qu'est-ce que « l'Examen Périodique Universel »(EPU) ?**

L'EPU est un nouveau mécanisme établi par le Conseil des Droits de l'Homme dans le cadre de la réforme de la Commission des droits de l'homme. Il permet au CDH d'examiner la situation des droits humains dans chaque pays membre des Nations Unies. Les principaux objectifs poursuivis sont l'amélioration des Droits de l'Homme sur le terrain, le respect par l'Etat de ses obligations et engagements en matière de Droits de l'Homme et l'évaluation des difficultés rencontrées. Chaque Etat sera examiné tous les 4 ans. 3 sessions par an, chacune de 2 semaines, permettront l'examen des 192 Etats, soit 16 par session et 48 par an.

### **Comment cet examen se déroule-t-il ?**

Au cours de sessions spécifiques du Conseil, chaque pays fera l'objet d'un débat de 3 heures qui permettra de formuler un projet de recommandations adressées à l'Etat examiné ou sur un projet de résolution.

L'examen de la situation de chaque pays se fera sur la base de 3 documents :

- un rapport de 20 pages présenté par le pays concerné, qui est "encouragé" pour préparer ce rapport à "procéder à des consultations de grande envergure au niveau national avec toutes les parties prenantes pour rassembler ces renseignements"
- un rapport de 10 pages du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme résumant les informations rassemblées par l'ONU sur ce pays ;
- un rapport de 10 pages du Haut-Commissariat, provenant d'autres parties prenantes, dont les ONG, sur base d'informations crédibles et dignes de foi.

L'examen est conduit à l'intérieur d'un Groupe de Travail, composé des 47 Etats membres du CDH. Un groupe de 3 rapporteurs (appelé troïka) est tiré au sort parmi les membres du CDH. Sa mission est de faciliter l'examen de chaque pays et de préparer le rapport final du Groupe de Travail. Chacun des pays examiné a sa propre troïka.

### **Quel est le rôle des ONG dans ce processus ?**

- Les ONG pourront contribuer au rapport compilé par le Haut Commissariat
- Les ONG pourront assister à cet examen et pourront prendre la parole en séance plénière avant que les recommandations finales ne soient adoptées.

Il nous est donc possible comme Mouvement ou Organisation de la FIMARC de contribuer à ce travail.

### **Pour tout savoir sur l'EPU**

Vous trouverez sur le site de l'EPU toutes les informations sur les sessions planifiées jusqu'en 2011 avec la liste des pays par session qui seront soumis à l'EPU, ainsi que toutes les informations utiles vous permettant soit de contribuer au rapport, soit de prendre connaissance des résultats de l'EPU de votre pays.  
<http://www.upr-info.org>



*Membres du Bureau, lors de la réunion du groupe "Autoconvocados"  
Septembre 2008 - Reconquista (Argentine)*



**PUBLIE PAR**

Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques  
Federación Internacional de los Movimientos de Adultos Rurales Católicos  
Federação Internacional dos Movimentos de Adultos Rurais Católicos  
International Federation of Rural Adult Catholic Movements

**Editeur responsable**

Daisy HERMAN, rue Jaumain 15 - 5330 ASSESSE (BELGIQUE)